

Rentrée des classes 2015-2016

L'heure de l'apaisement ?

Josiane MBANG NGUEMA  
Libreville/Gabon

LES élèves du primaire et du secondaire reprennent, officiellement, le chemin des classes ce matin. Un retour à l'école qui ne se fera pas sans appréhension. L'année scolaire écoulée secouée par des grèves à répétition, s'est presque achevée en dents de scie. Le pire a été évité de justesse tant le spectre de l'année blanche était de plus en plus perceptible. Et si la raison a fini par l'emporter, cela ne s'est pas fait sans dommages. 2014-2015 a laissé des marques indélébiles dans les esprits au point de faire vivre parents et élèves dans la hantise de la grève qui, telle une épée de Damoclès, pla-

nait au-dessus de leurs têtes, prête à leur tomber dessus à tout moment. Et pourtant, à en croire les partenaires sociaux, notamment les syndicats, il y a des raisons d'espérer. La Convention nationale des syndicats de l'éducation (Conasysed), réunie en assemblée générale, samedi, a assuré que la rentrée des classes se ferait sans heurts, accordant le bénéfice du doute à la nouvelle équipe nommée le 11 septembre dernier. Le nouveau système de rémunération semble être passé par là, à moins que ce ne soit le management des nouveaux occupants de l'avenue Charles de Gaulle. Mais si les bruits de bottes s'éloignent, la grogne n'est pour autant pas finie. Ce n'est qu'un repli, avant de revenir à la charge avec encore plus de viru-



Photo : F.B.E.M

L'inscription sur cette pancarte scandée par des milliers d'élèves traduit la nécessité de l'apaisement entre les différents acteurs du système éducatif.

lence. Dans un secteur où rien n'est gagné d'avance et où tout pronostic semble impossible, les autorités en charge de l'Éducation nationale devraient capitaliser cette période d'accalmie, en anticipant les éventuels et prévisibles mouvements de grève. Surtout

que les revendications des enseignants, telle une litanie, sont connues de tous. Postes budgétaires, arriérés de salaires, vacances et gestion des carrières, les griefs et autres prétextes ne manquent pas et il suffit d'une étincelle pour rallumer le feu. A cela s'ajoute le sempit-

ternel problème de l'insuffisance des capacités d'accueil avec ses corollaires que sont les effectifs pléthoriques, la manque de table-bancs, la baisse de niveau, etc. La situation du lycée Paul Indjendjet Gondjout est dans une moindre mesure, le parfait exemple des conditions d'apprentissage dénoncées à la fois par les parents, les élèves et les enseignants. Lesquels se défendent de ne pouvoir donner le meilleur d'eux-mêmes avec des effectifs de 200 élèves par classe, voire plus. Peut-être est-ce la raison pour laquelle ils s'adonnent mieux dans les Prépa Bac et BEPC qui ont désormais pignon sur rue ? A l'évidence, la crise du secteur public est un climat favorable aux établissements privés qui en ont profité pour faire

dans la surenchère en augmentant les frais de scolarité. Mais, peut-on les blâmer dans un contexte où prime la loi de l'offre et de la demande ? Assurément pas. La bonne nouvelle, c'est de savoir qu'à la tête de l'Éducation nationale se trouve un duo d'enseignants disposé à ramener la sérénité en rassemblant les différents acteurs du système éducatif. Même s'il ne peut à eux seuls garantir une année scolaire sans vagues, il apparaît comme une lueur d'espoir si gouvernement et partenaires sociaux jouent franc jeu, afin d'éviter à nos enfants d'être les victimes d'une guéguerre sans fin. L'heure étant à l'apaisement, nous ne pouvons souhaiter qu'une chose : vivement que ça dure.

Chantiers scolaires : où en est-on ?

F.S.L.  
Libreville/Gabon

L'UN des aspects de la vie scolaire qui continue, malheureusement, de faire couler beaucoup d'encre et de salive, concerne la réalisation et la mise en œuvre des chantiers d'infrastructures. Plusieurs Gabonais s'interrogent régulièrement et restent attentifs à la moindre annonce ou non d'un nouvel établissement ou de tout autre chose allant dans ce sens. Pour apporter un éclairage à sujet, nous nous sommes rapprochés de l'administration chargée de ce dossier. Directeur général du Patrimoine et des Équipements au ministère de l'Éducation nationale, Simplicie Mouango Bounguendza nous a ouvert les

archives du travail qu'il abat avec ses équipes, depuis 2009, sous le contrôle de sa tutelle. « Nous n'avons, peut-être, pas construit de nouveaux établissements, du fait de nombreux facteurs (occupation anarchique des propriétés appartenant au ministère, conflit de compétence domanial avec certaines entités, relogement, etc.), mais plusieurs capacités d'accueil ont été renforcées, notamment par la construction des salles de classe, dans certaines structures existantes. Avec des toilettes, logements, laboratoires et salles informatiques. Entre 2009-2015, près de 523 salles ont été mises en place. Ce qui pourrait donner lieu à une cinquantaine de nouveaux CES», explique-t-il. A ce jour, indique M. Mouango, l'Estuaire compte environ 273 nouvelles salles de classe. Le



Photo : J.F. MAROLA

Près de 523 salles ont vu le jour entre 2009 et 2015.

lycée d'application Nelson Mandela, 4; Léon Mba (52); Diba-Diba (17); Jean-Hilaire Obiang Etoughe de Sibang (14); Paul Emame Eyeghe (9); Lubin Martial Ntoutoume de Ntoun (10); Paul Indjendjet Gondjout (4); Ange Mba (6); Pascal Nze de Cocobeach, nouvellement construit, avec 8 salles de classe; Mikolongo (21); Ces André Gustave

Anguilet (4); école publique Mont-Bouët 1 et 2 (8); Ces du Cap Estérias, nouvellement bâti, (18); lycée de Bikélé (6); lycée de Montalier (8); École nationale des instituteurs (6); École primaire d'Angondjé Modultec 1 (28); et l'école secondaire d'Angondjé Modultec 2 (28). En cours de construction, le complexe scolaire

d'Owendo avec 48 salles de salle, toilettes sanitaires, laboratoires et salles informatiques inclus. Selon M. Mouango, l'intérieur du pays n'est pas en reste. Il y a 12 nouvelles salles dans le Haut-Ogooué (lycée Rigobert Landji, Ces Bruno Bokoko de Mounana, Ces de Ngouoni); 10 dans le Moyen-Ogooué (lycée Charles Mefane, Ces Mbamakoue de Makouke, lycée François Meye de Ndjolé); 25 dans la Ngounié (lycée de Lébamba); 9 dans la Nyanga (lycée Nazaire Boulingui, Ces Moulengui Bindza); 11 dans l'Ogooué-Ivindo (école de Massenguelani, pré-primaire à Makokou); 20 dans l'Ogooué-Lolo (Ces de Matsatsa, lycée Migolet, etc.); plus de 18 dans l'Ogooué-Maritime (école Joseph Avaro Ambourouet, etc.); et plus de 34 dans le Woleu-Ntem (Ces de Sam Mitzi, lycée de l'excel-

lence de Bitam). D'autre part, la transformation de certaines écoles primaires en Ces consiste, tout simplement à parer au plus pressé. « Au regard du nombre important d'élèves partis du primaire, les capacités d'accueil ne répondant pas à la demande, nous avons le choix entre leur faire perdre leur année de 6e ou trouver des solutions d'urgence. Pour cela, nous avons, à travers les réflexions des techniciens, proposé à la hiérarchie ces transformations, compte tenu du fait que certaines salles dans ces écoles n'étaient quasiment plus utilisées. La décision la plus sage, à notre avis, était d'accueillir ces enfants plutôt que de les priver de leur année, en réhabilitant ces salles, comme c'est le cas à l'école urbaine et à celle de Batavea», explique Simplicie Mouango Bounguendza.

Insuffisance de capacités d'accueil et de tables-bancs

Le sempiternel problème

MZM  
Libreville/Gabon

LE Gabon, l'un des pays africains à fort taux de scolarisation reste, à chaque rentrée scolaire, confronté au problème des sureffectifs en milieu scolaire. Cette situation qui ne cesse de prendre de l'ampleur, à en croire le nombre d'élèves relevé par table-banc dans la plupart des établissements scolaires de Libreville, constitue un véritable défi pour le ministère de tutelle, déjà

handicapé par l'insuffisance de capacités d'accueil. Avec 16 262 nouveaux élèves attendus dans le cycle secondaire pour l'année scolaire 2015-2016, le ministère de l'Éducation nationale devra faire face, une fois de plus, à cette situation délicate. L'accueil de ces nouveaux arrivants constitue, chaque année, un défi, un goulot d'étranglement pour la tutelle, du fait notamment de l'insuffisance des structures d'accueil dans le Secondaire où le ratio d'élèves par classe devrait être de 35. En plus



Photo : Chris OYAME

Les élèves se mettent à quatre sur un table-banc conçu pour deux apprenants.

du taux de redoublement très élevé et d'un taux d'achèvement du primaire

de seulement 34,62% pour l'année 2014-2015. Selon le délégué adjoint de

la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed), Marcel Libama, juguler ce problème passe par la construction des structures d'accueil d'une part, et par la formation des hommes. Ce problème d'insuffisance des capacités d'accueil dans le secteur public des cycles secondaire et primaire avait déjà amené les anciens ministres de l'Éducation nationale à orienter de nombreux élèves vers le secteur privé laïc, pour désengorger les établissements publics. Une initiative vite abandonnée, sans

nul doute à cause des récriminations des parents, de la qualité des enseignements qui y sont dispensés et des résultats finaux. Aujourd'hui, le gouvernement tente d'inverser la tendance en transformant certains établissements primaires en établissements secondaires afin de pallier cette situation. En dépit des efforts fournis par l'Etat concernant la construction et l'équipement des infrastructures devant accueillir les élèves (lire par ailleurs), l'équation semble insoluble, au point de devenir un sempiternel problème.